Annexe U
Ébauche du rapport intérimaire de la RGCM
En date du 21 juillet 2017

Forces maritimes du Pacifique
C.P. 17000, succ. Forces
Victoria (Colombie-Britannique) V9A 7N2

0097-6525-1 (N02 CEM/SGDDI 602860)

23 novembre 2016

Liste de distribution

Commentaires de la FMAR(P) pour la révision globale de la cour martiale

1. On a demandé une rétroaction à tous les N3 de la FMAR(P) et les résultats sont conformes à d'autres commentaires formulés au sujet de la cour martiale et du processus de procès sommaire. En général, la perception est que l'appareil judiciaire militaire est une façon juste de maintenir l'ordre et la discipline dans les FAC, mais les processus pourraient être améliorés.
2. Les commentaires reçus ont été regroupés selon les catégories suivantes : délais du processus, instruction, dissuasion générale, participation, et infractions discrétionnaires et procès sommaires. En plus de ces thèmes, toutes les unités ont indiqué que le système de justice militaire n'est pas dysfonctionnel; il doit rester militaire et ne devrait pas devenir un système civil.
3. Délais – Le système de cour martiale est perçu comme un processus qui exige beaucoup de temps, avec de longs délais entre le dépôt des accusations et la conclusion réelle du processus. Il y a une inquiétude générale que le système soit débordé; il faut plus de deux ans pour obtenir une date de cour martiale. Ce temps est universellement perçu comme bien trop long. Il ne sert pas les besoins de la population. Au cours des dernières années, la capacité limitée perçue des juges militaires a mené à des temps d'attente inacceptables et prolongés, ce qui va à l'encontre des fondements de la procédure officielle exigeant un procès dans un temps raisonnable. De surcroît, une justice rapide, opportune et équilibrée sert de dissuasion efficace, encourage l'ordre et la discipline, et contrecarre les aspects disciplinaires qui nuisent au moral et au bien-être. Si les commandants supérieurs se faisaient déléguer l'autorité pour présider sur certaines des infractions moindres, avec des conseils appropriés de l'AJAG, le nombre d'annulations de procès et d'abandon des accusations dû au système actuel trop débordé en raison d'un manque de ressources serait grandement diminué.
4. Instruction – Bien que le processus d'instruction des officiers présidents soit généralement perçu comme excellent, il faut une formation supplémentaire pour ceux qui sont nommés comme officiers désignés. On croit que ça n'a pas besoin d'être un cours traditionnel. Un module

spécifique de MDN Apprentissage aiderait les officiers subalternes et les officiers marinières à mieux comprendre leur rôle comme officiers désignés. Certaines unités remarquent aussi qu'une formation supplémentaire pour ceux qui dirigent des enquêtes disciplinaires d'unité serait très utile.

5. Dissuasion générale – La perception générale chez les marins subalternes est que le choix d'une cour martiale plutôt qu'un procès sommaire offre actuellement aux militaires une bien plus grande chance d'être acquittés, surtout s'ils embauchent un avocat civil, car ces derniers sont perçus comme ayant une meilleure compréhension du droit judiciaire que les avocats militaires, et qu'ils savent mieux l'appliquer. Bon nombre des acquittements de la dernière décennie sont perçus comme attribuables à des formalités, et les membres des FAC considèrent que l'accusé s'en tire indemne malgré ses infractions. Il est perçu que l'avantage ira à l'accusé si une cour martiale est choisie, dans le sens où l'enquête sera comparée à une norme juridique civile que les enquêteurs militaires ne peuvent atteindre. On croit qu'un avocat compétent pourra trouver assez de failles dans le déroulement d'une enquête pour que les accusations soient diminuées ou abandonnées. La perception générale actuelle est que le choix d'une cour martiale a été utilisé comme tactique pour retarder les procédures jusqu'à la libération d'un militaire ou dans l'espoir d'abandonner ou de rejeter les accusations en raison des retards. C'est peut-être pourquoi, la plupart du temps, les présumés contrevenants tendent à choisir la cour martiale plutôt que le procès sommaire.

6. Participation – L'une des forces de l'appareil judiciaire militaire est que les FAC encouragent la participation, à la fois par la présence lors des procédures et par la publication des résultats et sentences des procédures. La publicité, même des infractions mineures, a pour but de faire en sorte que les militaires comprennent clairement les conséquences de leurs actions; les cours civiles ne réalisent pas cet effet aussi efficacement. C'est un mécanisme de dissuasion qui aide à maintenir l'ordre et la discipline, et qui rappelle à tout le personnel les normes attendues d'eux. Le déroulement formel et la tradition militaire des procès sommaires et cours martiales servent aussi de rappel que toutes les FAC doivent respecter une norme plus élevée pour des raisons très importantes. Toutes les unités doivent continuer à s'assurer que les dirigeants participent aux cours martiales afin de mieux comprendre le processus et les résultats.

7. Infractions discrétionnaires et procès sommaires – Toutes les unités ont remarqué qu'il faut examiner quels types d'infractions sont admissibles à quel type de procès, en vue d'en raccourcir la liste. De plus, pour la phase de détermination de la sentence, à fois dans les procès sommaires et les cours martiales, les punitions discrétionnaires peuvent mener à une incohérence à l'échelle de la formation, de la MRC et des FAC. Certaines unités suggèrent de tenir compte de nouvelles lignes directrices ou plages de sentences. Certains marins croient que les amendes sont trop faibles selon les taux de rémunération actuels; le consensus est que les amendes doivent être grandement accrues pour être efficaces. Les pouvoirs de punition de tous les niveaux du processus de procès sommaire devraient être accrues et il faudrait retirer l'option de choisir la cour martiale pour certaines infractions afin de mieux les gérer à un niveau inférieur, où elles doivent être traitées.

Conclusion

8. L'appareil judiciaire militaire n'est pas dysfonctionnel, mais il faut y apporter des modifications et simplifier le processus. L'engagement continu de la chaîne de commandement dans ce processus est essentiel à la réussite pour tout changement et pour communiquer ces changements à tous les membres de la Formation. Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec mon chef d'état-major, le Capv Doug Young, au 250-363-5898.

//Original signé par//

Art McDonald
Contre-amiral
Commandant

Liste de distribution (page 4)

Liste de distribution

Mesure

AJAG Pacifique

Information

QGDN CEMM Ottawa/Cmdt/CmdtA/CEM

QG FMAR(A) Halifax/Cmdt/CEM

FLTCANPAC/Cmdt

BFC Esquimalt/Cmdt B

IMF CAPE BRETON Esquimalt/Cmdt

GIPN/Cmdt

GOM 4-États-majors de la force sous-marine canadienne//Cmdt

États-majors de la force sous-marine canadienne/Cmdt